

# A propos de la tribune de Hazan et Coupat

Lien vers la tribune :

[http://www.liberation.fr/debats/2016/01/24/pour-un-processus-destituant-invitation-au-voyage\\_1428639](http://www.liberation.fr/debats/2016/01/24/pour-un-processus-destituant-invitation-au-voyage_1428639)



Pour quelqu'un comme moi qui les apprécie, l'accroche est réussie : Hazan et Coupat réunis, publiés dans Libé, ça va sûrement cogner dur. Ou du moins, ça va cogner. Pour celles et ceux qui ne le savent pas, le journal le rappelle, Eric Hazan est le directeur de la maison d'édition La Fabrique, qui à notamment publié le Comité invisible, et Julien Coupat est « mis en examen pour terrorisme ». C'est clair, nous avons affaire à du lourd : Coupat n'est pas un penseur, un auteur, encore moins un auteur politique, c'est simplement un mis en examen pour terrorisme. Ça sonne mieux dans le contexte actuel, ça apportera presque une certaine légitimité. Qui a choisi de mettre cela en avant, le concerné ou l'employé-e du journal ?

Nous ne le saurons pas, mais peu importe, intéressons-nous plutôt à l'article. Finalement, celui-ci est court. Très court et très vide.

L'introduction parle d'elle-même : les auteurs ne veulent pas voter à la présidentielle de 2017, ça non ! Nous l'aurons rapidement compris, ils sont écœurés par le foutage de gueule médiatico-politique que les dominants nous servent à chaque scrutin. Ils sont résolus à ne pas tomber dans le piège du « front républicain » auquel ils ne prêtent aucune attention. Ils se veulent tranchants « La politique a poussé son dernier râle [...] Alexis Tsípras fut son fossoyeur », mais sont, finalement, politiquement correct. Suffisamment d'ailleurs pour être publiés dans un journal aux mains de capitalistes tels Patrick Drahi, dont la fortune s'élèverait à 14 milliards d'euros.

Pour nos deux héros libertaires, il s'agit de considérer le temps restant avant les présidentielles de 2017 comme un temps restant pour agir : « Formons plutôt un tissu humain assez riche pour rendre obscene la bêtise régnante, et dérisoire l'idée que glisser une enveloppe dans une urne puisse constituer un geste - a fortiori un geste politique ». Pour eux, les choses sont claires : il existe partout des îlots où la lutte s'organise, s'imagine, se développe, se vit. Prenons comme exemple le seul cité : les zads. Plutôt que de subir un calendrier électoral dont nous n'attendons rien et que nous voulons voir disparaître, les auteurs entendent bien « amorcer une destitution pan par pan de tous les aspects de l'existence présente (politiquement) ». De plus, pas d'amalgames : Hazan et Coupat n'ont rien à voir avec la gauche car ces élus (de gauche) « veulent encore croire en la politique ». Eux non. La politique, le vote, la république, la nation tout ça, c'est pas leur truc. Alors c'est quoi à la place ?

Révolution ! Non plus. Prolétaires de tous les pays, unissez vous ! Non plus. Ils ne sont pas ici pour appeler à un renversement du capitalisme, ils sont ici pour lancer une « invitation au voyage ».

Le nœud du texte est là et donc, de même que le nœud du problème. Nos deux compagnons ne prennent qu'une partie du contexte, qu'une partie de la situation et font, de fait, le jeu des politiques.

En réduisant « la politique » à un simple scrutin électoral, ils délaissent volontairement le discours pourtant indispensable en de tels moments de la nécessité d'agir politiquement. Ils occultent la lutte de classe, pourtant centrale à l'heure où un gouvernement décide d'enfermer des travailleurs. Ils délaissent l'anti-capitalisme, pourtant central dans la société actuelle, d'exploitation et de consommation aliénée. Ils font l'impasse sur les guerres impérialistes, l'impasse sur le tout sécuritaire, l'impasse sur la misère sociale. Enfin, en parlant de la gauche, ils méprisent tou-te-s celles et ceux qui luttent au quotidien. Car pour eux, la gauche se résume à Montebourg, Mélenchon, Piketty. Pour eux, l'organisation politique à gauche se limite à Syriza ou Podemos.

Finalement, ils appellent à se rassembler entre copain-e-s, discuter, ne pas aller voter, et à se voir souvent avant 2017.

Soyons clair-e-s :

- nous combattons fermement les réformistes dits de gauche, et ce parti bourgeois qu'est devenu le PS,
- nous sommes clairement contre la répression des militant-e-s, qui se renforce sous l'état d'urgence,
- nous sommes solidaires de tou-te-s celles et ceux qui luttent pour renverser le capitalisme, même si nous souhaitons faire émerger un vrai débat sur la stratégie pour parvenir à ce renversement.

**Tristan Daul**, le 2 février 2016